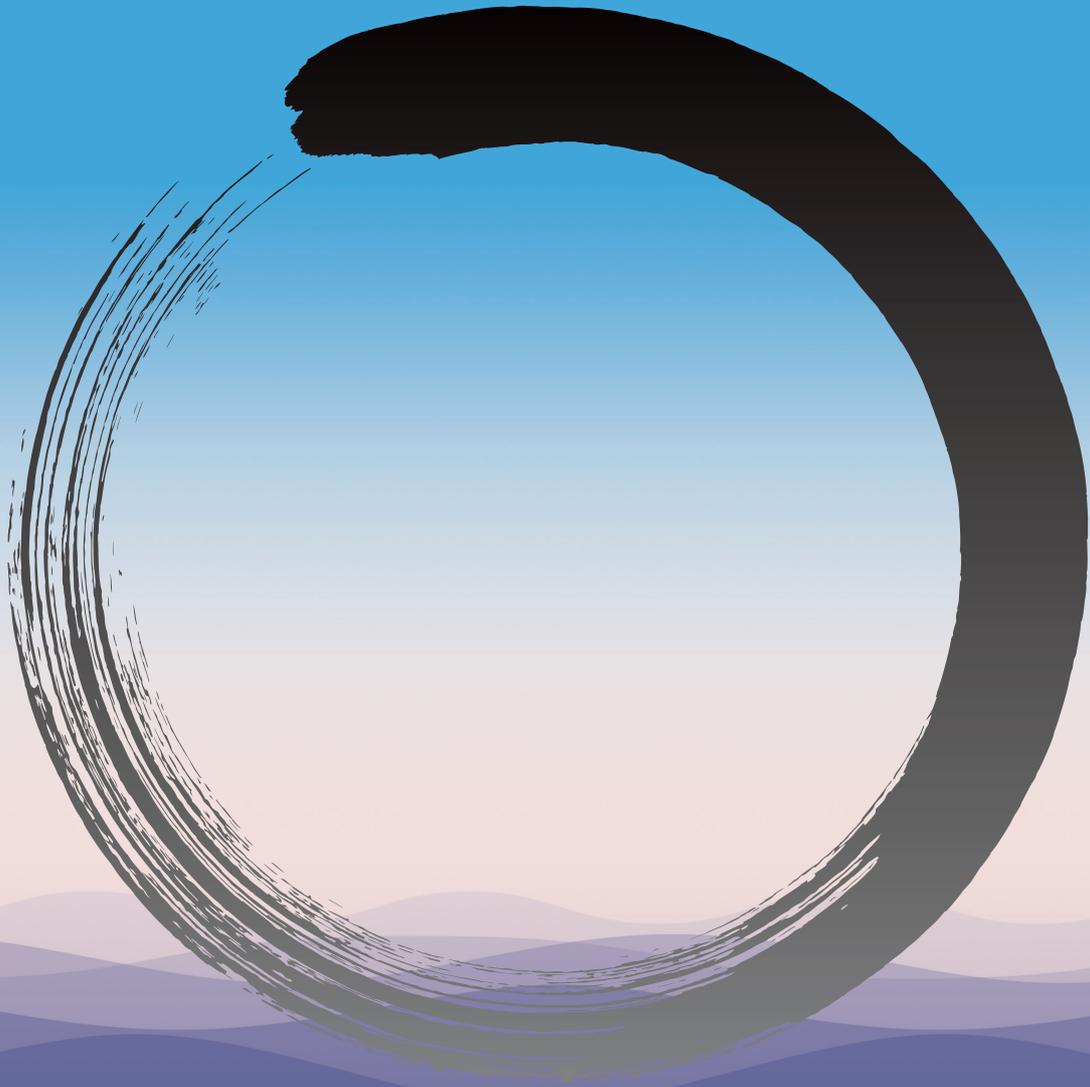


Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

Paris, 2-3 mai 2024



**ASSURER UNE
CROISSANCE FORTE,
DURABLE, INCLUSIVE
ET RÉSILIENTE :
LA CONTRIBUTION
DE L'OCDE**

**ASSURER UNE CROISSANCE FORTE,
DURABLE, INCLUSIVE ET RÉSILIENTE :
LA CONTRIBUTION DE L'OCDE**

1. Introduction

1. Les vingt dernières années ont été caractérisées, dans les pays de l'OCDE, par une croissance économique faible, bien plus modeste que celle des décennies précédentes. Le PIB, les salaires et les revenus sont nettement inférieurs à ce qu'ils auraient été si la croissance s'était poursuivie à son rythme passé. L'origine de ce ralentissement de la croissance économique est triple : le déclin de la hausse de la productivité, la faiblesse des investissements et la diminution de la population en âge de travailler en raison du vieillissement démographique. Les marchés du travail ont fait preuve d'une bonne solidité, avec des taux d'emploi en hausse contribuant de manière positive à la croissance économique. Les vingt dernières années ont aussi été marquées par trois grandes crises : la crise financière mondiale de 2007-2008, la pandémie de COVID-19 et la forte inflation des deux dernières années, largement amplifiée par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Ces crises ont accentué le ralentissement de la croissance, et les mesures prises par les pouvoirs publics pour y répondre ont provoqué une augmentation supplémentaire de la dette privée et publique. Le niveau de vie des populations a progressé plus lentement qu'auparavant, et que prévu. Le mécontentement vis-à-vis de la sphère politique et l'instabilité vont grandissant.

2. Les événements de ces deux dernières décennies ont mis au jour les vulnérabilités sous-jacentes à la structure des économies, ainsi que les défaillances des cadres d'action publique en place. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les problèmes liés au manque d'investissements dans la santé, à la faiblesse des filets de protection sociale et à la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a par ailleurs montré que la sécurité des approvisionnements en énergie n'était pas suffisante, et révélé la lenteur des progrès accomplis pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Ces enjeux, conjugués à l'évolution des modes de production et des préférences des consommateurs depuis la pandémie, vont aussi probablement nécessiter une réaffectation importante du travail et du capital entre les activités. À l'avenir, il va falloir mieux gérer les modalités par lesquelles les pays s'emploient à ce que les fruits de la croissance profitent à toute la société et exploitent le potentiel de croissance de la transformation numérique, y compris de l'intelligence artificielle, tout en relevant les défis associés au vieillissement démographique et au changement climatique. En particulier, pour atteindre les objectifs climatiques à long terme, il faudra prendre des mesures vigoureuses et globales, en s'appuyant sur des politiques propres à réduire les émissions de manière économiquement rationnelle et qui en même temps renforcent la sécurité énergétique et ne laisse personne de côté.

3. La croissance économique n'est pas un objectif en soi, mais peut permettre aux populations de voir s'élever leurs niveaux de vie et leur bien-être. Il est absolument impératif de veiller à ce que les fruits de la croissance soient partagés par toute la société, notamment sous la forme d'une amélioration des perspectives offertes aux jeunes, aux femmes et aux autres catégories potentiellement défavorisées. Les crises des deux dernières décennies ont mis au jour les difficultés préexistantes relatives aux moyens de rendre la croissance économique plus inclusive. La pandémie a eu des conséquences sur les ménages à faible revenu, en particulier dans les pays caractérisés par une forte proportion d'emplois informels ou atypiques et des filets de protection sociale limités, et c'est parmi les catégories modestes que le niveau élevé de l'inflation observé ces deux dernières années, notamment la forte hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, a entraîné la réduction la plus importante du revenu réel. Les mesures discrétionnaires de soutien budgétaire ont contribué à amortir les conséquences de la crise liée au COVID-19 et de l'inflation, mais il est possible que ces chocs laissent des séquelles et aient des conséquences durables sur les populations vulnérables. Dans les temps à venir, l'action publique devrait viser en priorité à réduire plus durablement les vulnérabilités, grâce à des mesures structurelles propres à garantir que les bienfaits de la croissance économique et les gains de productivité seront largement partagés, et que la double transition écologique et numérique ouvrira des perspectives à l'ensemble de la société.

4. Garantir une croissance forte, durable, inclusive et résiliente nécessite de redoubler d'efforts pour améliorer le cadre des politiques macroéconomiques et structurelles. Premièrement, il faut mettre en œuvre de saines politiques macroéconomiques qui puissent favoriser la croissance à court et à moyen terme et permettent de reconstituer progressivement des matelas de sécurité budgétaire en prévision de perturbations futures, ainsi que de garantir la viabilité à long terme des finances publiques. Deuxièmement, pour stimuler la productivité, il faudra engager des réformes destinées à lever les obstacles structurels freinant la concurrence, l'investissement et la dynamique des entreprises, à garantir le bon fonctionnement des marchés du travail de manière à pouvoir offrir des emplois de qualité, et à encourager la transformation numérique et l'innovation de façon à contrer le déclin des perspectives de croissance économique. Troisièmement, il faudra parallèlement mettre davantage l'accent sur des mesures destinées à accroître la durabilité, l'inclusivité et la résilience et à consolider les institutions, au vu des crises que nous avons connues ces vingt dernières années et de l'urgence d'agir contre le changement climatique.

5. La progression du commerce international, l'un des moteurs traditionnels de la croissance économique mondiale, s'est affaiblie. Depuis plus d'une décennie, l'augmentation des échanges internationaux peine à suivre le rythme de la hausse de la production, et les restrictions commerciales se sont multipliées. Des marchés internationaux ouverts et fonctionnant correctement, au sein d'un système commercial mondial fondé sur des règles, peuvent être une source importante de prospérité à long terme, de croissance de la productivité et de résilience, via des économies d'échelle et des phénomènes de spécialisation, parce qu'ils permettent d'avoir accès à des intrants diversifiés et de haute qualité, et de tirer les enseignements des bonnes pratiques d'un pays à l'autre. Dans le même temps, les crises des vingt dernières années ont mis en évidence le rôle des liens entre la sphère financière et la sphère commerciale dans la manière dont les chocs se propagent et s'amplifient entre les pays, et, en particulier, les vulnérabilités potentielles liées à la complexité et à la concentration des chaînes de valeur mondiales, suscitant des inquiétudes quant à la sécurité des approvisionnements. La leçon qu'il faut en tirer, c'est que pour faire en sorte que les fruits de la croissance profitent à tous, il faudra exploiter au mieux les perspectives offertes par l'ouverture des économies tout en assurant la résilience et l'inclusivité au plan national.

6. L'OCDE, comme elle le fait maintenant depuis plus de 60 ans, se tient prête à jouer un rôle important pour aider ses pays Membres et partenaires à garantir une croissance vigoureuse, durable, inclusive et résiliente, en réunissant des pays qui peuvent ainsi partager leurs expériences, en s'appuyant sur des éléments probants pour produire des données comparatives, des analyses de l'action publique et des normes, et en favorisant la coopération internationale dans des domaines présentant un intérêt mutuel.

2. Des politiques en faveur d'une croissance forte, durable, inclusive et résiliente

7. La période prolongée de croissance modeste dans les économies avancées et les crises des vingt dernières années ont mis au jour les vulnérabilités sous-jacentes à la structure des économies ainsi que les défaillances des cadres d'action publique en place. À l'avenir, garantir une croissance forte, durable et résiliente pour tous nécessitera : de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques judicieuses ; d'élaborer un programme complet de réformes structurelles propres à stimuler la productivité, l'investissement, la dynamique des entreprises et la création d'emplois ; de tirer parti des avantages de la transformation numérique tout en gérant les risques qui l'accompagnent ; d'œuvrer à renforcer les chaînes de valeur mondiales et à préserver l'ouverture des marchés ; d'accroître la sécurité énergétique et alimentaire ; de lutter contre le changement climatique et de répondre à d'autres enjeux écologiques ; d'améliorer les systèmes de santé et les filets de protection sociale ; de faire en sorte que la croissance bénéficie à toute la société ; de consolider les institutions nationales ; et d'accentuer la coopération internationale pour accroître la résilience et être en mesure de relever les défis transnationaux. Ces neuf domaines d'action seront examinés en détail dans la présente section.

8. L'OCDE offre depuis longtemps une vue d'ensemble de toutes les politiques publiques, assortie de recommandations visant à assurer une croissance forte, durable, inclusive et résiliente. Les *Études économiques* brossent un tableau intégré des enjeux à court et à long terme auxquels sont confrontées les économies dans tous les domaines de l'action publique, et mettent en lumière les arbitrages et les interactions qui sont abordés à cette occasion. Les *Études* s'inscrivent dans une logique horizontale et pluridisciplinaire, et permettent d'exploiter toute la richesse de l'analyse thématique des données et des politiques publiques menées dans l'ensemble des comités et directions de l'OCDE et au-delà, afin d'offrir des conseils ciblés dans une perspective à l'échelle de l'ensemble de l'administration. Le rapport *Objectif croissance* (éditions 2021 et 2023) apporte quant à lui de nouveaux éclairages sur les priorités de politique structurelle dans 49 pays devant permettre de garantir une croissance forte, durable et résiliente pour tous. La Stratégie pour l'emploi de 2018 cite la quantité et la qualité du travail, l'inclusivité, la résilience et l'adaptabilité parmi les dimensions clés des performances du marché du travail. La résilience est en outre au cœur des travaux menés sur la santé, et occupe une large place dans la nouvelle version du Cadre d'évaluation de la performance des systèmes de santé de l'OCDE, qui a été accueillie avec satisfaction par les ministres lors de réunion du Comité de la santé au niveau des Ministres qui a eu lieu en janvier 2024 [[OECD/LEGAL/0500](#)].

9. La nature des défis et des crises a montré que face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux, il n'était pas possible d'adopter une approche en silo. Les analyses des politiques publiques menées partout à l'OCDE s'appuient de plus en plus sur des travaux collaboratifs, ce qui permet d'obtenir une perspective intégrée et d'étudier de manière approfondie les arbitrages éventuels et les questions telles que la résilience. L'OCDE procède ainsi à des examens thématiques approfondis des pays qui portent sur un large éventail de politiques publiques importantes¹, et publie des ouvrages thématiques de portée internationale comme les *Perspectives de l'emploi*, *Regards sur l'éducation* ou encore le *Panorama des administrations publiques*, qui fournissent des éclairages plus approfondis sur des domaines spécifiques de l'action publique communs à bien des pays. Des analyses approfondies des enjeux et perspectives structurels des économies de marché émergentes sont également proposées dans plusieurs publications, dont les *Perspectives économiques*, ainsi que dans des publications régionales parmi lesquelles *Dynamique du développement en Afrique*, les *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, de la Chine et de l'Inde (*Economic Outlook for Southeast Asia, China and India*) et les *Perspectives économiques de l'Amérique latine* (*Latin American Economic Outlook*). Ces publications, auxquelles s'ajoutent les *Études économiques* par pays, sont des outils incontournables de l'accompagnement et de l'ouverture auprès de régions du monde appelées à voir leur part dans l'économie mondiale s'accroître au fil du temps.

10. Les pays divergent dans leurs besoins et dans leurs préférences, et il est crucial d'identifier les écarts qui existent entre les résultats qu'ils obtiennent et entre les politiques qu'ils mènent. Cependant, aucun conseil approprié sur les politiques à suivre ne peut être formulé sans une solide connaissance du mode de fonctionnement des marchés, et cela nécessite de pouvoir disposer de données, d'indicateurs et de faits empiriques sur les conséquences que les politiques publiques ont sur les résultats des marchés dans un large éventail de domaines d'action. Un processus d'analyse rigoureux, fondé sur des données factuelles et de portée internationale, rend possible l'apprentissage mutuel et permet de procéder à des évaluations comparatives et, en dernier ressort, d'identifier de bonnes pratiques tout en tenant compte des circonstances locales. Cette philosophie peut ainsi amener à l'élaboration de normes qui offrent une plus grande certitude aux entreprises dans la conduite de leurs affaires et aux pouvoirs publics dans l'exercice de leur mission, et facilite parallèlement la promotion de valeurs partagées. Le grand atout des grilles d'analyse de l'OCDE

¹ Évaluations de la concurrence, examens environnementaux, examens de la politique fiscale avec la série des *Tax Policy Reviews*, examens des politiques d'innovation ou encore examens du marché du travail et des politiques sociales dans la série *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies*, pour n'en citer que quelques-uns.

réside dans la démarche d'examen par les pairs qui est au cœur de ses travaux, et qui à la fois en assure l'exactitude et garantit une participation étroite des pays tout en préservant l'indépendance des analyses.

2.1. Des politiques macroéconomiques judicieuses sont le fondement d'une croissance vigoureuse et résiliente

11. La stabilité macroéconomique et financière est un préalable à une croissance économique forte et résiliente. La réaction rapide et puissante des pouvoirs publics a permis de stabiliser le système financier pendant la crise financière mondiale et la pandémie de COVID-19, et de gérer les conséquences macroéconomiques et sociales de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Sur fond de taux d'intérêt d'une faiblesse inédite jusqu'à il y a deux ans, les banques centrales ont élaboré une nouvelle palette d'instruments non conventionnels, et les leviers de la politique budgétaire ont été actionnés de manière plus active aux fins de la gestion des crises.

12. Aujourd'hui, les responsables de l'action publique sont confrontés à une inflation forte, à une dette élevée et à une croissance atone, alors que les marchés du travail ont jusqu'à présent résisté. L'inflation, bien qu'en repli par rapport aux sommets atteints récemment, reste trop élevée et trop persistante dans de nombreuses économies, et la dette publique a considérablement augmenté. La politique monétaire devrait continuer de viser en priorité à maintenir la stabilité des prix et à garantir un bon ancrage des anticipations d'inflation. L'ampleur et la durée du resserrement monétaire en cours, en particulier dans les économies avancées, devront rester fonction des données dont on disposera et l'ensemble devra être géré très prudemment, notamment compte tenu du niveau élevé de l'endettement et des vulnérabilités financières. En matière de politique financière, les priorités restent le recours à des instruments macroprudentiels de façon à garantir la stabilité financière et le renforcement de l'efficacité et de l'efficience de la réglementation financière, pour faire face au rôle accru des institutions financières non bancaires et à d'autres changements dans la structure des marchés financiers. La relance du commerce international, abordée plus en détail à la section 2.4, aurait également le potentiel de réduire les tensions inflationnistes.

13. La politique budgétaire devrait pouvoir jouer encore mieux son rôle contracyclique et parallèlement, il est nécessaire de reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et de se préparer à répondre aux besoins de dépenses futurs. La politique budgétaire a joué un rôle central dans la gestion des crises récentes, mais elle a aussi pu avoir, quelquefois, des effets déstabilisants, et les nécessaires interventions budgétaires ont laissé en héritage une dette publique élevée. Dans un contexte marqué par la hausse des charges d'intérêt, des annonces d'augmentation des dépenses militaires et l'accroissement des besoins de dépenses publiques liés au vieillissement de la population et aux investissements nécessaires pour lutter contre le changement climatique, il est important d'assurer la viabilité budgétaire à long terme. Il faut intensifier les efforts à court terme visant à reconstituer des marges budgétaires, et la mise en place de cadres budgétaires crédibles devrait permettre de fournir des orientations claires quant à la trajectoire à moyen terme des finances publiques. Il faudra passer soigneusement en revue les dépenses publiques afin de s'assurer qu'elles sont efficaces, qu'elles sont propres à promouvoir de manière inclusive la croissance et le bien-être et qu'elles contribuent à réduire les inégalités. À cet égard, il sera fondamental de veiller à une fourniture efficace des services publics. Les systèmes fiscaux devraient être adaptés de manière à répondre aux enjeux structurels à long terme, mais respecter un équilibre entre ces trois objectifs que sont la perception de recettes, l'équité et la croissance. Ainsi, il faudrait veiller à élargir les bases d'imposition, à améliorer la collecte des impôts et à faire reculer la fraude fiscale, notamment au plan international, ainsi qu'à mener des réformes économiques plus vastes de façon à réduire l'économie informelle. Pour favoriser la résilience et garantir la protection des ménages vulnérables pendant les crises, les pouvoirs publics doivent élaborer des outils plus appropriés permettant d'offrir un soutien ciblé et temporaire à même de préserver les incitations au travail.

14. Il est également indispensable de surveiller et de mieux comprendre la dynamique de la dette dans les pays non membres de l'OCDE, à l'heure où certaines économies émergentes sont confrontées à des

pressions budgétaires de plus en plus grandes qui pourraient compromettre la viabilité de leur endettement et faire plus largement planer une menace sur la stabilité financière mondiale. En particulier, une coopération internationale plus étroite sur l'allègement de la dette est nécessaire pour minimiser les conséquences négatives, sur le plan économique et social, d'éventuelles défaillances, compte tenu du grand nombre d'économies de marché émergentes et à faible revenu actuellement en situation de surendettement.

15. L'OCDE continue de formuler des conseils sur les politiques macroéconomiques via ses *Perspectives économiques*, qui constituent un outil de réponse rapide ayant un impact puissant, et qui resteront une source d'analyses récentes et actualisées susceptible d'aider les pouvoirs publics à mieux saisir les évolutions macroéconomiques mondiales. Les *Perspectives économiques* continueront de puiser très largement dans les données factuelles et le savoir-faire accumulés par l'OCDE concernant les politiques publiques et leurs impacts, notamment dans des domaines comme les politiques budgétaires et monétaires, la fiscalité, les échanges, les marchés financiers et les marchés du travail.

2.2. Redynamiser la productivité, l'investissement et stimuler la création d'emplois de qualité

16. La croissance de la productivité est la source la plus importante de hausse des revenus sur le long terme. De ce fait, assurer une croissance vigoureuse, résiliente, inclusive et durable et relever des défis à long terme comme la double transition climatique et numérique reposeront sur la capacité à accroître la productivité et l'innovation. La nécessité de tirer davantage des ressources existantes se fera plus aiguë si l'on veut maintenir les niveaux de vie à mesure que la population prend de l'âge. Au cours des vingt dernières années, la croissance de la productivité a ralenti, l'investissement a été atone et la dynamique des entreprises a décliné, tandis que les marges ont augmenté dans de nombreux secteurs. Des travaux de l'OCDE ont permis de documenter l'écart croissant entre les entreprises les plus productives (« à la frontière ») et les autres, montrant la faible diffusion des meilleures pratiques dans les entreprises. La divergence est souvent plus forte parmi les entreprises des secteurs de services, peut-être en raison d'une concurrence plus faible pour les produits moins exportables et dans les secteurs plus réglementés.

17. Les politiques publiques doivent avoir pour priorité de favoriser l'innovation, mais aussi d'améliorer la capacité des entreprises à adopter les technologies et les meilleures pratiques les plus récentes, et de renforcer les incitations à cet effet. Dans nos économies de plus en plus fondées sur les services, les entreprises productives doivent trouver la bonne combinaison entre un large éventail d'intrants, qu'il s'agisse des machines et équipements, d'éléments incorporels (outils numériques par exemple), de processus métier ou de compétences (capital intellectuel). Il leur faut pour cela pouvoir compter sur de bonnes compétences managériales, qui sont en soi un moteur important de croissance de la productivité au niveau de l'entreprise, et disposer d'une offre adéquate de capital humain, d'infrastructures accessibles et de ressources financières.

18. La faible capacité des économies de l'OCDE à réaffecter le capital et les travailleurs rend la reprise plus difficile après les chocs, et freine la croissance de la productivité et la création d'emplois de qualité à moyen terme. On risque ainsi de voir perdurer les séquelles des crises, notamment au niveau des finances publiques, et s'alourdir les coûts associés au vieillissement de la population et à la double transition numérique et climatique. Renforcer la flexibilité des économies est donc une priorité importante pour l'OCDE, mais cette évolution ne saurait se faire aux dépens des plus vulnérables. Pour favoriser la croissance de la productivité, il est impératif d'adopter une approche globale des politiques publiques couvrant un large éventail de domaines.

19. La qualité du capital humain est l'un des aspects les plus importants des politiques publiques, lequel a une incidence sur toutes les composantes de la productivité – de l'innovation à la réaffectation des ressources en passant par l'adoption des technologies. Les compétences devraient être actualisées pour correspondre à l'évolution des besoins du marché du travail. Stimuler le développement des compétences, en particulier celles des travailleurs peu ou moyennement qualifiés, peut produire un double dividende, en termes de hausse de la productivité, mais aussi d'amélioration de la qualité de l'emploi. L'un des éléments clés réside dans un système d'enseignement fonctionnant de manière satisfaisante, qui peut avoir d'importantes retombées positives à long terme. Étant donné la nécessité impérieuse de s'adapter rapidement à l'évolution des besoins en compétences sur fond de double transition numérique et écologique et de mutation des chaînes d'approvisionnement, des offres d'enseignement et de formation continue de grande qualité devraient être mises en place, et intégrées dans des systèmes d'aide sociale et d'aide aux entreprises comportant des incitations appropriées à les utiliser. Une perspective prenant en compte la dimension du genre devra être envisagée pour la formation et les études. Les travaux menés par l'OCDE portent notamment sur l'étalonnage et l'évaluation des compétences et des besoins en compétences, ainsi que de la capacité des systèmes d'enseignement et de formation à y répondre. Pour permettre à des travailleurs possédant les compétences adéquates de trouver des emplois appropriés, il faudrait améliorer la mobilité en stimulant l'offre de logements et la mise en place d'infrastructures de transport de haute qualité.

20. Les décideurs doivent garantir des investissements publics de qualité dans les infrastructures clés ainsi que dans la recherche-développement. Ils voient aussi s'assurer que les institutions appropriées sont en place pour soutenir l'investissement privé et accompagner un secteur privé dynamique et résilient, à savoir : une concurrence forte et efficace sur les marchés de produits, renforcée par des obstacles à l'entrée et à la sortie peu élevés et rationalisés, de façon à récompenser l'innovation et l'entrepreneuriat ; des marchés du travail flexibles et inclusifs et des possibilités de formation facilitant les transitions professionnelles, la reconversion et le perfectionnement ; et un fonctionnement harmonieux des marchés financiers permettant une allocation efficace des capitaux.

21. L'OCDE a toujours été à l'avant-garde du conseil sur les politiques à suivre concernant les marchés des produits et du travail, étayé par un suivi opportun des évolutions au niveau macroéconomique autant qu'au niveau des secteurs, des entreprises et des travailleurs. Elle a été parmi les premières à élaborer des approches innovantes en matière de collecte et d'analyse de données, et a rassemblé un ensemble toujours plus vaste d'indicateurs de l'action publique à même de servir de socle à une évaluation systématique des leviers potentiels à la disposition des responsables publics. Par exemple, grâce à cette expertise accumulée et en s'appuyant sur le réseau unique d'analystes des administrations nationales ayant accès à des données granulaires et actualisées, l'OCDE a pu fournir rapidement des données probantes sur les conséquences des changements induits par la pandémie sur la productivité, notamment l'augmentation du télétravail et le rôle des dispositifs de soutien. L'OCDE a également fourni une analyse approfondie portant sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat, et elle a produit des données et formulé des recommandations à l'intention des pouvoirs publics pour améliorer le potentiel et les performances de ce domaine.

22. Le Forum mondial sur la productivité est l'un des principaux exemples du rôle de premier plan que joue l'OCDE en matière de promotion des politiques visant à stimuler la productivité. Il s'agit d'une plateforme favorisant la coopération internationale et renforçant le dialogue entre les organismes publics chargés de promouvoir des mesures propices aux gains de productivité, comme les ministères, les banques centrales, les offices statistiques et les instituts de recherche publics, en y associant qui plus est les universitaires et les chercheurs les plus en vue dans ce domaine. Par le biais de ce Forum, l'OCDE œuvre à promouvoir la coopération internationale en matière d'analyse de la productivité, permettant un échange mutuel d'informations et de données et facilitant le partage des expériences et des évolutions de l'action publique propres à chaque pays, pour leur bénéfice à long terme. Autre exemple, le Réseau sur la productivité totale des facteurs dans le secteur agricole et l'environnement a pour mission de rendre

comparables les mesures de la productivité entre les pays. Les examens en profondeur, par pays, de la productivité ont quant à eux pour objet l'étude de problématiques nationales précises, en tirant parti des connaissances accumulées grâce aux analyses et aux évaluations comparatives internationales réalisées. Tous les comités et directions concernés de l'OCDE contribuent à la formulation de conseils aux pouvoirs publics sur l'innovation, notamment via des évaluations approfondies spécifiques, comme les *Examens des politiques de l'innovation* par pays et le rapport *Science, technologie et innovation : Perspectives de l'OCDE* publié tous les deux ans.

23. Ces dernières années, on a vu se manifester un regain d'intérêt pour les politiques industrielles. Cet intérêt, qui a été amplifié par les grands chocs enregistrés dans le monde au cours des deux dernières décennies, s'explique par plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, on peut citer des tendances longues comme le ralentissement de la productivité, le niveau élevé des inégalités et le mécontentement généré par l'intégration des marchés à l'échelle mondiale (notamment lorsqu'on a le sentiment que tous les pays n'ont pas respecté les règles du jeu). De plus, les motivations de la politique industrielle reflètent à la fois la nécessité de mener à bien, de manière efficace et efficiente, la double transition numérique et écologique, et un intérêt plus récent pour la résilience des chaînes d'approvisionnement et la réduction de la concentration des fournisseurs, notamment de biens et services considérés comme « essentiels ».

24. Dans le passé, la plupart des gouvernements ont eu recours à un certain modèle de politiques industrielles, mais ces dernières années, on a vu apparaître des stratégies industrielles plus globales. Les politiques industrielles sont souvent multidimensionnelles et recouvrent des objectifs économiques, sociaux, environnementaux et touchant à la sécurité des approvisionnements. Des politiques permettant d'améliorer le climat des affaires et d'encourager l'investissement et l'innovation sont propres à stimuler la croissance économique et à en renforcer la résilience. Toutefois, de nombreuses politiques industrielles risquent d'être inefficaces et coûteuses, en partie parce qu'elles pourraient limiter les avantages des échanges et de la diversification. Outre qu'elles risquent d'être contre-productives du point de vue économique, elles pourraient déclencher une spirale de mesures de représailles. C'est pourquoi l'OCDE, pour aider les pays, continuera de recueillir des informations sur les nouvelles stratégies industrielles et sur leur conception, pour en évaluer l'impact au niveau national et les retombées dans d'autres pays, ainsi que les arbitrages éventuels qu'elles impliquent. Ces travaux pourront s'appuyer avec le plus grand profit sur la pluridisciplinarité de l'OCDE et de ses comités, qui sont en mesure de traiter tous les aspects concernés par les politiques industrielles.

2.3. Façonner la transformation numérique

25. La pandémie a entraîné une accélération radicale de la transformation numérique des économies et des sociétés, ce qui a facilité la gestion de la crise et le passage au télétravail généralisé. La transformation numérique va jouer un rôle central pour améliorer la productivité et asseoir une croissance plus forte et plus résiliente, grâce aux perspectives économiques qu'elle va ouvrir, à sa contribution potentielle à la réalisation de la transition climatique, ainsi qu'à sa capacité à transformer des services publics comme l'éducation ou la santé et à promouvoir la transparence. Parallèlement, les menaces et les perturbations autour de la cybersécurité sont source d'importantes vulnérabilités et interdépendances internationales qu'il va falloir gérer avec soin.

26. L'OCDE est aujourd'hui réputée pour ses données et ses analyses d'avant-garde sur les technologies émergentes et la transformation numérique, qui aident les pouvoirs publics à tirer parti de ces évolutions et à faire face aux risques et aux difficultés qui les entourent. Le Forum mondial sur les technologies est à cet égard un exemple probant : il vise à favoriser la collaboration entre de multiples parties prenantes sur les politiques dans le domaine du numérique et des technologies émergentes, à faciliter des discussions stratégiques prospectives sur la gouvernance des technologies, et à apporter des éclairages sur l'élaboration et l'utilisation des technologies conformément à des valeurs démocratiques partagées. Le succès de la transformation numérique passe par l'adoption d'une approche transversale et inclusive pour faire face aux

fractures numériques observées à l'échelle des régions et des sociétés — couvrant des domaines de l'action publique tels que la concurrence et la réglementation, l'innovation, les infrastructures, la fiscalité, la finance, l'éducation et les compétences, les marchés du travail, la gouvernance publique, la vie privée et la sécurité.

27. L'Organisation est une source reconnue de normes internationales dans le domaine de la politique du numérique, et son rôle sans équivalent en matière d'action publique est décrit en détail dans la *Contribution de l'OCDE aux politiques visant à tirer parti des avantages de la transformation numérique tout en améliorant la gestion des risques, des défis et des bouleversements qu'elle induit* [C(2022)14/REV1].

28. L'intelligence artificielle (IA) recèle un potentiel considérable de transformation de nos économies. Si les données factuelles sur ses répercussions économiques sont encore peu nombreuses, son expansion rapide peut avoir des avantages, mais aussi provoquer des ruptures dans des domaines comme l'éducation, la santé ou la recherche scientifique. L'IA soulève en outre un large éventail de questions d'ordre sociétal ou relevant de l'action publique, du fait des évolutions potentielles qu'elle est susceptible d'entraîner sur les marchés du travail ou en matière de concurrence. Il convient de noter que la *Recommandation de l'OCDE sur l'intelligence artificielle* de 2019 [[OECD/LEGAL/0449](#)] (les Principes sur l'IA) constitue la première norme internationale qui vise à promouvoir une IA innovante, fiable et respectueuse des droits humains et des valeurs démocratiques, tout en garantissant son applicabilité dans différents contextes dans le monde entier. L'édition 2023 des *Perspectives de l'emploi* permet de dresser l'inventaire des données factuelles disponibles concernant l'impact de l'IA sur le marché du travail, ainsi que des principaux instruments d'action permettant d'exploiter les nombreuses possibilités qu'elle offre, sans méconnaître les risques qui lui sont associés. La réputation de l'OCDE n'est plus à faire s'agissant de prodiguer aux pays des conseils sur les politiques à suivre s'appuyant sur des données concrètes dans le domaine des technologies émergentes et de la transformation numérique. Compte tenu de la rapidité avec laquelle l'IA évolue, l'OCDE continuera de faire preuve d'agilité dans les efforts qu'elle déploie pour dispenser aux pouvoirs publics des conseils sur les politiques à mener en lien avec cette technologie. Concrètement, il s'agit de rassembler et d'échanger des informations sur les politiques publiques (via *OECD.AI*, l'*Observatoire OCDE des politiques relatives à l'IA*), en fournissant un cadre qui permettra d'analyser l'évolution des données probantes sur les répercussions microéconomiques et macroéconomiques de l'IA, ainsi que ses répercussions sur le marché du travail, en proposant de nouveaux éclairages sur l'action publique, en examinant la mise en œuvre des *Principes sur l'IA* et, éventuellement, en les révisant.

2.4. Renforcer la résilience des chaînes de valeur mondiales et récolter les fruits des échanges

29. La pandémie et les prix élevés de l'énergie ces deux dernières années ont mis en évidence les avantages, mais aussi les fragilités, des chaînes d'approvisionnement mondiales, alors que de nombreuses mesures commerciales restrictives ont été mises en place, depuis la crise financière mondiale et plus récemment. Le système commercial international fondé sur des règles a été mis à mal à de nombreux égards, du fait d'une multiplication des chocs et d'une accentuation des tensions géopolitiques. Ces évolutions ont conduit à s'interroger sur la viabilité de l'intégration économique entre des systèmes caractérisés par des valeurs divergentes, dans un contexte de recours croissant à des mesures coercitives et de pressions en faveur d'une intervention accrue des pouvoirs publics pour promouvoir la double transition numérique et écologique. Le sentiment, prévalant dans beaucoup de pays, que les fruits des échanges commerciaux étaient inégalement répartis, a souvent amoindri l'adhésion du public à l'ouverture internationale des marchés.

30. Les bienfaits des échanges et de l'ouverture des marchés sont clairement démontrés, et l'ouverture des marchés et le bon fonctionnement des chaînes de valeur mondiales restent au cœur des valeurs de l'OCDE. Les échanges permettent aux consommateurs d'accéder à des biens, des services et des

technologies abordables et ouvrent de nouvelles perspectives aux travailleurs et aux entreprises du monde entier. Ils sont essentiels pour faire aboutir la double transformation numérique et climatique par le biais de la réorganisation des chaînes de valeur, de la fourniture d'intrants et de l'accès qu'ils procurent aux nouvelles technologies. S'il est indispensable d'œuvrer à rendre les chaînes d'approvisionnement plus résilientes, il n'en demeure pas moins que les échanges peuvent aider les économies à amortir les chocs et à gérer l'instabilité. Parallèlement, le maintien et le renforcement de l'ouverture des marchés peuvent contribuer à améliorer la résilience des chaînes logistiques, par exemple en ouvrant des possibilités de diversification plus grande des sources d'approvisionnement.

31. Un recul de cette ouverture et un repli sur soi auraient de manière générale des coûts économiques considérables, et ce sont les ménages modestes qui en pâtiraient le plus. De ce fait, conformément à la *Contribution de l'OCDE à la promotion de marchés ouverts et d'un système commercial international fondé sur des règles en bon état de marche* [C/MIN(2023)18], l'Organisation s'attachera à contribuer à la mise en place de chaînes d'approvisionnement plus résilientes, notamment en ce qui concerne les biens et services essentiels ainsi que les intrants cruciaux pour la double transition écologique et numérique, et à promouvoir les valeurs communes aux pays de l'OCDE par le biais de normes et de bonnes pratiques. La conduite responsable des entreprises est un élément clé pour assurer une croissance forte, durable, inclusive et résiliente, notamment par le biais de chaînes de valeur résilientes. Les travaux de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises, notamment l'axe de travail portant sur le devoir de diligence ainsi que la promotion et le soutien à l'adoption d'une conduite responsable par les entreprises et les États qui sont au cœur du *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises* [OECD/LEGAL/0144], mis à jour récemment, jouent un rôle important à cet égard.

32. Plus généralement, le dialogue sur les politiques à suivre, sous la forme par exemple de l'*Initiative de l'OCDE « Chaînes mondiales de valeur, transformation de la production et développement »*, permet de confronter les points de vue des pays de l'OCDE et des pays partenaires de manière à assurer une compréhension plus large de la problématique de l'interconnexion des marchés mondiaux. Parmi les instruments clés de l'Organisation à cet égard, on peut citer des données par pays sur les restrictions aux échanges et sur les mesures et autres politiques susceptibles d'affecter la structure des échanges, comme les politiques industrielles et les subventions à l'agriculture, aux pêcheries et aux combustibles fossiles ; un guide interactif sur Internet à l'intention des responsables de l'action publique consacré aux Clés de la résilience des chaînes d'approvisionnement (*Keys to Resilient Supply Chains*) ; des données factuelles sur les chaînes de valeur mondiales ; et des grilles d'analyse de pointe sur les effets des politiques publiques et des réformes. L'OCDE continuera de mettre à jour, d'améliorer et d'élargir cette palette d'outils pour étayer ses recommandations en matière d'action publique. L'adoption d'une approche transversale des politiques commerciales est facilitée par la mise en commun de l'expertise des directions de l'OCDE concernant les questions macroéconomiques, le marché du travail, la concurrence et la productivité, la fiscalité, l'environnement et les problématiques régionales.

2.5. Améliorer la sécurité énergétique et s'attaquer au changement climatique

33. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a mis en évidence les risques pesant sur la sécurité énergétique et l'insuffisance des progrès accomplis pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles de façon à s'attaquer au changement climatique, ainsi que la vulnérabilité de nombreux ménages face à ces évolutions. Les pouvoirs publics ont réagi en s'employant à résoudre la crise énergétique à court terme tout en progressant vers les objectifs à horizon plus lointain, en engageant des politiques visant à la fois à être économiquement rationnelles, à augmenter la sécurité énergétique à long terme, à accélérer la transition climatique et à recueillir l'adhésion des populations.

34. L'atténuation du changement climatique va nécessiter une transformation radicale et rapide de nos économies, notamment des mesures vigoureuses de réduction des émissions, une amélioration des technologies et des investissements à grande échelle. Les pays se sont, individuellement et

internationalement, engagés sur des objectifs de réduction des émissions, mais on manque encore de détails sur la manière dont ils pourront atteindre leurs objectifs en termes d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses conséquences ainsi que de financement. Différents instruments d'action publique sont nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (normes et réglementations, investissement public, subventions à l'innovation et incitations tarifaires ou non tarifaires), et leur importance relative variera selon les pays, en fonction de leurs spécificités et de leurs préférences.

35. Pour appuyer les efforts d'atténuation du changement climatique et améliorer le dialogue et la compréhension au niveau international, l'OCDE a mis en place en 2022 le Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (Forum inclusif). Ce forum est une initiative conçue pour aider à améliorer l'impact des efforts de réduction des émissions dans le monde grâce à un meilleur échange de données et de renseignements sur leur efficacité, dans le but de favoriser l'apprentissage mutuel fondé sur des données factuelles et un dialogue multilatéral et inclusif entre tous les pays, Membres et non membres de l'OCDE, sur un pied d'égalité. En facilitant l'échange de données et de renseignements, l'apprentissage mutuel et le dialogue multilatéral, le Forum inclusif a pour objectif de contribuer à promouvoir, à l'échelle mondiale, une approche plus cohérente et mieux coordonnée des efforts d'atténuation des émissions de carbone ainsi qu'une transition juste et équitable vers la neutralité carbone. L'OCDE soutient également le développement des financements nécessaires à la transition climatique dans les pays Membres et non membres, ainsi que l'alignement de toutes les formes de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris, notamment via les activités du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts, en fournissant des analyses des politiques publiques et des recommandations pour l'action publique, ainsi qu'en offrant une plateforme de dialogue.

36. L'OCDE continuera de concentrer en priorité son expertise sur l'articulation énergie-environnement-économie qui irrigue l'ensemble de ses travaux. Sont concernés les effets à court et à plus long terme du changement climatique et des politiques d'atténuation du changement climatique sur les résultats économiques, au niveau microéconomique (par exemple, les conséquences sur les entreprises, les emplois et les ménages) aussi bien que macroéconomique (conséquences en termes de viabilité budgétaire et de politique monétaire par exemple). Les questions relatives à l'accessibilité financière de l'énergie, la sécurité énergétique et l'action face au changement climatique figurent désormais au centre des *Perspectives économiques de l'OCDE* et de ses *Études économiques* par pays. De plus, la collaboration très large entre l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) lui permet de tirer parti de l'expertise de cette dernière dans le domaine des politiques énergétiques et climatiques, et de l'intégrer dans ses analyses économiques systématiques, parallèlement aux importants travaux spécialisés de l'Agence pour l'énergie nucléaire. Les travaux de l'OCDE dans ce domaine vont d'initiatives innovantes de suivi des résultats et des politiques publiques à l'élaboration de scénarios et de solutions technologiques à long terme, en tenant compte de leurs conséquences macro- et microéconomiques ainsi que des éventuelles boucles de rétroaction. Par ailleurs, l'expertise du Forum international des transports permet d'étudier de manière plus approfondie le rôle des transports, colonne vertébrale de nos économies, mais aussi source majeure d'émissions.

37. Comme indiqué dans la *Contribution de l'OCDE à l'action mondiale face au changement climatique* [C(2021)131/REV1], de nombreux comités et directions de l'Organisation travaillent actuellement sur les enjeux liés à la protection de l'environnement, à la biodiversité et à l'eau ainsi qu'à la gestion des ressources naturelles, proposant aux pays Membres et à la communauté mondiale des conseils détaillés et cohérents sur les moyens, pour les pouvoirs publics, de récolter les fruits de la transition verte tout en minimisant le potentiel de perturbations et les coûts économiques et sociaux. L'objectif est de soutenir les pays dans leurs efforts visant à garantir la durabilité environnementale de la croissance économique, notamment par l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie climatique globale, écologiquement efficace, économiquement efficiente et acceptable par la population, conformément au cadre proposé par l'OCDE en 2022 pour la décarbonation de l'économie (*A Framework to Decarbonise the Economy*) et au *Projet horizontal sur la résilience climatique et économique*. Une telle approche globale est également nécessaire

pour repérer les arbitrages potentiels avec d'autres objectifs de l'action publique, par exemple en matière de croissance, d'action sociale, d'accessibilité financière de l'énergie et de sécurité énergétique, et pour mettre en lumière les options envisageables pour réduire au minimum ces arbitrages.

2.6. Améliorer les systèmes de santé et les filets de protection sociale

38. La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences très lourdes en termes de santé et de vies humaines, perturbant gravement l'activité économique et les interactions sociales, et elle a mis en lumière les faiblesses des systèmes de santé et des filets de protection sociale. Elle a aussi montré l'insuffisance des investissements dans les systèmes publics de santé qui a laissé les patients démunis face au COVID-19. Du fait de son envergure planétaire, la pandémie a aussi mis en relief la nécessité d'améliorer la coopération internationale pour : assurer la prévention et contenir la propagation des maladies infectieuses par-delà les frontières ; faire face aux pénuries mondiales de professionnels de santé qualifiés ; gérer les chaînes d'approvisionnement et la distribution de matériel médical ; financer la mise au point des vaccins puis assurer les transferts de technologies et la gestion des règles relatives à la propriété intellectuelle les concernant ; et financer la recherche-développement et garantir l'accès aux médicaments.

39. La pandémie a aussi eu des conséquences très profondes en termes de redistribution, en particulier dans les pays caractérisés par un niveau d'informalité élevé, une forte segmentation du marché du travail et des filets de protection sociale peu développés, et de nombreuses personnes ont subi des pertes de revenu réel, voire sont tombées dans la pauvreté. Accroître la résilience aux chocs nécessite des filets de protection sociale à même d'atténuer les conséquences négatives des pertes d'emploi, ainsi que des marchés du travail efficaces et efficients propres à encourager les entreprises privées à investir et à embaucher ainsi qu'à faciliter un retour rapide à l'emploi. Parallèlement, il est nécessaire d'investir plus massivement dans les compétences via l'éducation et la formation tout au long de la vie pour garantir que les qualifications et les aptitudes des travailleurs soient conformes à celles que requiert un marché du travail en évolution rapide. Des régimes de santé et de protection sociale plus larges et plus généralisés peuvent contribuer à la résilience de l'ensemble de la population, mais ils doivent être judicieusement conçus et leur financement doit pouvoir être assuré.

40. L'OCDE possède une expertise très vaste du fonctionnement des institutions sociales et de celles qui concernent le travail et la santé, qui permet un partage d'expériences et la formulation de conseils individualisés aux pays. La *Stratégie pour l'emploi* de l'OCDE offre un exemple de la manière dont l'Organisation formule des recommandations couvrant un large éventail de domaines d'action publique et aide les pays à relever le défi de l'emploi, en termes de quantité mais aussi de qualité, d'inclusivité, de résilience et d'adaptabilité. Par ailleurs, le dialogue constructif entre l'Organisation, d'une part, et la Commission syndicale consultative (TUAC) et Business at OECD (le Comité consultatif économique et industriel ou BIAC), d'autre part, permet d'avoir une vue plus complète de l'évolution des enjeux et des solutions relevant de l'action publique.

2.7. Rendre la croissance inclusive

41. Pour protéger les plus vulnérables contre de futurs chocs et faire en sorte que la croissance soit inclusive, il est impératif de prendre une série de mesures visant à accroître la résilience individuelle, à offrir de meilleures chances à tous, dans toutes les couches de la société, et à réduire les inégalités. La vigueur de la croissance et les populations qui vont pouvoir en bénéficier dépendront des investissements et des compétences, ainsi que des chances offertes aux citoyens, en particulier ceux appartenant aux catégories défavorisées. Lorsque les systèmes d'enseignement ne dotent pas correctement les élèves et les étudiants des compétences nécessaires pour l'avenir et que la formation des adultes est insuffisante, beaucoup de ces derniers n'ont pas les compétences requises pour réussir sur le marché du travail. L'absence de perspectives s'explique notamment par une mobilité sociale et intergénérationnelle limitée, des fractures numériques au niveau régional ou individuel, des obstacles liés aux inégalités entre les genres,

ou encore une faible inclusion des personnes en situation de handicap, des immigrés et des minorités. Garantir l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes pourrait contribuer grandement à assurer une croissance vigoureuse et inclusive et à libérer pleinement le potentiel productif des économies. Ainsi, de nombreuses femmes passent à côté de possibilités d'emploi en début de carrière, période qui coïncide avec la naissance d'enfants et une augmentation du travail non rémunéré. Il est rare qu'elles puissent rattraper complètement ce retard par la suite. Par ailleurs, un grand nombre de pays de l'OCDE a enregistré une baisse du taux d'activité des hommes.

42. Le rôle moteur joué par l'OCDE en matière de collecte d'informations, d'analyse comparative et d'évaluation des compétences des jeunes scolarisés ainsi que des adultes se fonde sur des données comparables au niveau international, comme celles provenant du célèbre Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC). Les publications permettent d'analyser les politiques d'éducation et de formation du point de vue de leur efficacité, de l'utilisation rationnelle des ressources et de leur capacité à répondre aux besoins du marché du travail, ainsi que de l'égalité des chances qu'elles facilitent.

43. L'OCDE a lancé des initiatives et élaboré des outils reconnus pour aider les pouvoirs publics à améliorer l'égalité des genres, comme exposé dans la *Contribution de l'OCDE à la promotion de l'égalité des genres* [C/MIN(2023)17], dans laquelle sont examinés les progrès accomplis vers l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles au sein du système éducatif, et les facteurs qui y font obstacle, dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat, tant dans les pays Membres que non membres de l'OCDE. Parmi les principaux domaines où des progrès sont nécessaires, on peut citer l'accès à des services abordables d'accueil et d'éducation de la petite enfance, un meilleur partage du congé parental et la facilitation du retour au travail, le soutien à des évolutions de carrière respectant l'équilibre entre les genres ainsi que la promotion de l'accès des femmes aux postes de direction via la communication d'informations par les entreprises, la correction des biais dans les systèmes fiscaux et de retraite, une meilleure intégration des femmes nées à l'étranger et une amélioration de l'inclusion financière des femmes. L'OCDE fournit en outre des exemples de pratiques exemplaires tirés d'outils d'analyse et de données fiables dans tous ces domaines, et reprend ses recommandations pour l'action publique dans un nombre croissant de publications et forums, comme ses *Études économiques*, *Objectif croissance* ou encore ses examens des politiques d'égalité des genres.

44. Elle fournit aussi en temps opportun aux décideurs publics des données actualisées et des conseils sur l'intégration des migrants via ses *Perspectives des migrations internationales et Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 - Trouver ses marques*, ainsi que sur la lutte contre l'emploi informel dans un large éventail de publications. Conformément aux priorités retenues par le Groupe des Vingt (G20) en 2023 et aux objectifs de développement durable (ODD), l'OCDE continuera de dispenser des conseils sur la façon de promouvoir des modes de vie plus sains et plus équilibrés, qui supposent une consommation plus durable et une production plus responsable, un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée et la promotion de villes et d'une mobilité intelligentes.

45. Le vieillissement de la population des pays de l'OCDE devrait faire croître les dépenses publiques de santé, de soins de longue durée et de retraite, et éroder les recettes fiscales. Cela étant, malgré l'allongement de l'espérance de vie au fil des décennies, des obstacles subsistent pour de nombreux seniors souhaitant rester en activité. Compte tenu des enjeux démographiques, l'OCDE conseille les pays sur les moyens de faire en sorte que les marchés du travail favorisent davantage l'intégration des travailleurs de tous âges, par le biais d'un partage d'expériences, en particulier dans les *Perspectives de l'emploi* et les *Études économiques*.

2.8. Renforcer les institutions nationales et la démocratie

46. Des institutions efficaces, le respect de l'état de droit, une bonne gouvernance et des mesures de lutte contre la corruption restent des éléments essentiels pour assurer un haut niveau de qualité de

l'administration publique, une prestation efficiente des services publics et l'élaboration de politiques publiques saines, ainsi que pour renforcer la confiance, tous éléments indispensables à une croissance économique plus vigoureuse et plus résiliente. La confiance est le fondement de la légitimité des institutions démocratiques, et elle est indispensable à la réussite d'un large éventail de politiques publiques qui dépendent de la réponse comportementale des citoyens. Les faibles taux de participation aux élections, le nombre croissant de citoyens ne se reconnaissant plus dans les processus démocratiques traditionnels et la polarisation plus forte de la vie politique sapent la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires. Avec son initiative « Renforcer la démocratie », l'OCDE s'efforce de cerner les principaux enjeux de gouvernance et de déterminer comment les pays peuvent faire face à ces problématiques complexes. Cette initiative met l'accent sur la lutte contre la désinformation et la désinformation, le renforcement de la représentation et de la participation et la lutte contre les influences étrangères indues, ainsi que sur l'intégration de la dimension écologique dans les actions des gouvernements et la réforme de la gouvernance au service de la démocratie numérique.

47. Des institutions solides et politiquement indépendantes, dont les missions sont clairement définies au terme d'un processus démocratique, peuvent jouer un rôle important. L'indépendance des banques centrales doit être préservée, afin d'assurer la confiance et la stabilité financière, sans oublier l'existence d'autorités de réglementation financière solides. Des institutions budgétaires indépendantes peuvent jouer un rôle utile dans la réduction des biais politiques qui existent dans la conduite de la politique budgétaire en produisant des analyses spécialisées, non partisans, des implications budgétaires des politiques publiques, et en recensant les principaux risques pour les finances publiques. De la même façon, face à l'atonie de la croissance tendancielle de la productivité, des institutions solides propres à favoriser la productivité peuvent également aider les responsables de l'action publique à dynamiser la croissance à plus long terme en fournissant des données probantes et objectives sur les tendances de la productivité et les moteurs de la croissance.

48. L'OCDE est aussi, depuis plus de quarante ans, un élément moteur, à l'échelle mondiale, de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité. Ses travaux dans ces deux domaines ont avant tout vocation à soutenir des institutions dignes de confiance et des marchés ouverts, efficaces et inclusifs. L'OCDE continuera d'œuvrer à la réalisation de cet objectif en élaborant des normes de portée mondiale et en veillant à l'efficacité de leur application. Outre la fourniture de données et d'analyses, l'OCDE mobilise les acteurs internationaux de la lutte contre la corruption et de l'intégrité, avec lesquels elle collabore dans un esprit d'échange de pratiques et d'expériences.

2.9. Favoriser la coopération internationale

49. Le changement climatique, les migrations et certains aspects de la transformation numérique, dont la fiscalité, sont des exemples emblématiques d'enjeux pour l'action publique ayant des retombées économiques par-delà les frontières. Si l'on veut parvenir à une croissance vigoureuse, durable et résiliente dans un monde interconnecté, un renforcement de la coopération internationale est impératif pour accroître la résilience et relever le plus efficacement les défis à long terme comme le vieillissement démographique et le changement climatique. L'expérience des crises survenues au cours des vingt dernières années a, à la fois, produit des exemples remarquables de coopération internationale efficace activée pour gérer les difficultés à court terme et résoudre les problèmes sous-jacents, et mis au jour les tensions et les vulnérabilités dues aux défaillances du cadre mondial. Dans un monde marqué par l'exacerbation des tensions géopolitiques, l'OCDE se doit de conserver son rôle d'organisation technique caractérisée par son expertise. Ses analyses et ses conseils en matière d'action publique doivent rester précieux pour les pays non membres, et faciliter et favoriser leur adhésion à la poursuite d'objectifs présentant un intérêt commun et propres à renforcer leurs perspectives de développement. L'OCDE continuera d'ajuster son engagement auprès des pays non membres de façon à prendre en compte leurs besoins particuliers et leurs spécificités.

50. L'OCDE continuera d'appuyer les efforts conjointement déployés par les pays Membres et la communauté internationale pour améliorer les perspectives économiques, en fournissant des analyses empiriques en temps opportun et en exploitant sa capacité à concilier les points de vue, à élaborer et adopter des normes et à proposer des solutions multipartites novatrices. Elle continuera de fournir un soutien proactif aux enceintes internationales telles que le G20, le G7, l'APEC et l'Union africaine et s'engagera dans un dialogue soutenu avec les différents organismes des Nations Unies. Plus précisément, l'Organisation mettra utilement à profit son expertise unique sur les défis, tendances et politiques structurels pour apporter sa contribution à ces enceintes, promouvoir des normes et des pratiques exemplaires et favoriser un dialogue international fondé sur des données factuelles.

51. L'accord historique conclu en 2021 sur une *solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie* illustre le rôle que l'OCDE peut jouer en mettant en avant des solutions collectives d'envergure mondiale permettant de remédier à des problèmes complexes d'ordre transnational, dans l'intérêt de la société partout dans le monde. Sous l'impulsion donnée par l'OCDE, plus de 140 pays et juridictions membres du *Cadre inclusif du G20 et de l'OCDE relatif au projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices* (BEPS), représentant plus de 90 % du PIB mondial, ont adhéré à la solution reposant sur deux piliers. Cet accord historique, qui permettra de garantir une répartition plus juste, entre les pays, des droits à imposer les bénéfices des plus grandes entreprises multinationales du monde, limite la concurrence fiscale par l'introduction d'un taux minimum mondial pour l'impôt sur les sociétés. La mise en œuvre rapide et efficace de cet accord sera essentielle pour garantir les recettes fiscales des États, renforcer la sécurité juridique et favoriser l'instauration de règles du jeu équitables à l'échelle mondiale. Parmi les autres domaines notables dans lesquels l'OCDE a contribué à dispenser des solutions coordonnées au niveau international, on peut citer les normes pour la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales grâce au *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales*, la *Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales* [[OECD/LEGAL/0293](#)] et les *Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE* [[OECD/LEGAL/0413](#)].

52. La lutte contre le changement climatique et ses conséquences économiques appelle une action mondiale concertée pour faire face aux répercussions transnationales qui en découleront. Un dialogue mondial sur les politiques publiques serait utilement étayé par des travaux d'analyse, un recensement minutieux et rigoureux des mesures d'atténuation du changement climatique et une évaluation des données probantes, un partage des données d'expérience et des informations sur la conception des instruments utilisés, avec des comparaisons de leur efficacité. Comme indiqué à la section 2.5, l'OCDE soutient ce dialogue et renforce les initiatives déjà en place avec son *Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone*. Le *Programme international pour l'action sur le climat (IPAC)* de l'OCDE soutient également les avancées des pays vers la réalisation de la neutralité en gaz à effet de serre, en proposant un suivi régulier, une évaluation des politiques, un retour d'information sur les résultats et des conseils sur les meilleures pratiques.

3. Pourquoi l'OCDE ?

53. L'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure et est idéalement placée pour fournir un soutien important aux gouvernements dans le cadre de leur mission consistant à asseoir une croissance économique solide, durable, inclusive et résiliente. Elle se tient prête à aider les décideurs publics à mettre en œuvre des réformes majeures, quoique souvent difficiles, des cadres et institutions macroéconomiques, et à mener des programmes de réformes structurelles visant à stimuler la croissance à moyen terme tout en garantissant qu'elle soit résiliente, durable et propre à améliorer le bien-être de tous. Son rôle s'articule plus précisément autour de cinq piliers, qui reposent sur l'avantage comparatif de l'Organisation dans le domaine des réformes structurelles :

- **Une approche pluridisciplinaire :** l'OCDE s'intéresse aux politiques macroéconomiques et structurelles dans pratiquement tous les domaines de l'action publique, et favorise le dialogue avec les décideurs des ministères concernés, des institutions publiques et au-delà. Les analyses, normes et recommandations d'action publique de l'OCDE peuvent ainsi rendre compte des interactions entre les principaux moteurs de l'économie à court et long termes ainsi que des grands enjeux à long terme comme la transformation numérique, le vieillissement démographique et la lutte contre le changement climatique. Ces travaux procurent un point de vue précieux sur les synergies et les arbitrages entre différentes politiques publiques, notamment concernant le renforcement de la résilience et la prise en compte des vulnérabilités que les crises récentes ont mises en évidence.
- **Une solide base de données quantitatives :** l'OCDE met à profit ses outils, indicateurs et données comparables au niveau international pour évaluer les résultats économiques, recenser les facteurs de vulnérabilité et les lacunes de l'action publique, ainsi que pour mesurer et comparer en temps opportun les progrès accomplis par les pays. Ces données permettent de dresser un tableau exhaustif de l'évolution des résultats économiques observée dans les pays de l'OCDE et ses pays partenaires, ainsi que des atouts et des faiblesses des politiques publiques (grâce à l'indicateur de réglementation des marchés de produits, par exemple), aidant ainsi à mettre en évidence les possibilités de réforme.
- **Une grille d'analyse et des conseils sur les politiques publiques :** l'OCDE met à profit les expériences de ses pays Membres et sa propre expertise interne qui repose sur de nombreuses données factuelles concernant les effets des politiques publiques pour cerner les enjeux de politique économique et recommander des solutions. Cette analyse est renforcée par une connaissance approfondie des pays, grâce à laquelle il est possible d'adapter les éclairages aux spécificités régionales, nationales et infranationales et de prendre en compte l'économie politique des réformes. Cela permet à l'Organisation d'adopter une approche de l'économie dans son ensemble et de réaliser aussi bien des examens de vaste portée que des études thématiques approfondies portant sur des aspects plus pointus des politiques structurelles, de façon à formuler ensuite des recommandations pratiques spécifiques à chaque pays et à suivre leur mise en œuvre.
- **Une expérience de la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes :** les analyses de l'OCDE et ses recommandations à l'intention des pouvoirs publics sont étayées par une grande diversité de points de vue, notamment ceux du secteur privé, des organisations syndicales, de la société civile et d'autres organisations internationales. À l'OCDE, le dialogue avec les parties prenantes passe notamment par une représentation aux réunions et forums à haut niveau, ainsi que par la participation à l'élaboration et l'examen des principaux résultats attendus.
- **Un savoir-faire en matière d'exploitation et de promotion du dialogue international et des initiatives multilatérales :** les différents forums et autres plateformes de dialogue mis en place par l'OCDE, ainsi que son corpus de normes de portée mondiale avec leurs instruments d'application, concourent à la formulation de recommandations sur les politiques structurelles efficaces et adaptées aux enjeux actuels. Cela tient tout particulièrement au processus bien établi d'examen par les pairs, qui est spécifique à l'OCDE et qui embrasse la totalité des grands domaines de la politique économique. De plus, les contributions aux enceintes internationales comme le G7, le G20, l'APEC ou l'ASEAN permettent d'amplifier encore davantage la résonance et l'impact des éclairages sur les politiques publiques apportés par l'OCDE, et de promouvoir l'alignement sur les instruments de l'Organisation à l'appui de la croissance économique.

54. L'OCDE continuera à rechercher des solutions novatrices face aux défis et vulnérabilités existantes. L'initiative relative aux *Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)* est un processus à l'échelle de l'Organisation axé sur les causes et les enseignements à tirer des crises, dans le but

de favoriser un processus d'amélioration continue de la grille d'analyse de l'OCDE et des avis qu'elle formule. Pour ce faire, l'initiative NAEC favorise une approche interdisciplinaire de l'analyse de la sphère publique et de la sphère économique, opérant la synthèse d'un large ensemble de réflexions sur les nouveaux modes de pensée touchant aux systèmes économiques, sociaux et écologiques ainsi qu'à leurs interactions, à leur optimisation et aux ruptures qui peuvent les affecter. Grâce à l'abondance d'éclairages et de raisonnements que l'on peut trouver aujourd'hui dans les domaines de la science universitaire, des sciences économiques et de l'action publique, de nouvelles approches sont débattues et expérimentées puis généralisées par le biais des réseaux et structures d'élaboration des politiques publiques.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES 2024

www.ocde.org

OCDE Paris
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél : +33 (0) 1 45 24 82 00